



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-bonheur-a-notre-porte>

ACTUALITÉS - CELLE DONT ON PARLE BEAUCOUP :

Le bonheur à notre porte !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1048 - novembre 2004 -

Date de mise en ligne : samedi 4 novembre 2006

Date de parution : novembre 2004

Description :

Tout va s'arranger pour nous puisque la France d'en haut vient de découvrir un nouveau sauveur, qui dirigea le FMI. Donc il sait...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Tandis que l'opinion mondiale attend avec anxiété ce qui va sortir des urnes étatsuniennes (et elle ne le saura probablement pas plus vite qu'en 2000), les affaires continuent...

Nous sommes sauvés ! Notre nouveau sauveur est Michel Camdessus, en qui, grâce à Dieu, on peut avoir toute confiance puisqu'il a été non seulement Gouverneur de la Banque de France, mais aussi Directeur général du Fonds monétaire international, ce FMI dont les pactes d'ajustements structurels ont si bien soigné les pays du Tiers monde... que J.E Stiglitz (Nobel en 1943) dit à ce propos : « quand neuf patients sur dix, soignés par un même médecin, meurent, il est clair que le médecin ne sait pas ce qu'il fait. »

Qu'a-t-il fait pour notre salut ?

Il a commencé par réunir vingt personnalités afin qu'elles établissent un diagnostic sur l'état de la France et qu'elles disent ce dont notre pays a besoin. Comme nous sommes en démocratie, il a choisi des élus de tout bord afin que la nation soit dûment représentée.

Qu'est-ce que je raconte ? Je m'égare. Non, la vérité est qu'il a choisi, avec un flair admirable, né d'une longue expérience au service des autres, un panel de personnes qu'il estimait hautement plus compétentes que de vulgaires élus. Citons parmi celles-ci les patrons de grands groupes tels que les assurances AXA, le cimentier Lafarge et la SNCF, de grandes banques d'affaires, telles que la banque JPMorgan and co et la banque Lazard, le Directeur de Sciences Po, des économistes de la société américaine CDC et du MIT, le patron du Génopole et même celui de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris.

Cet aréopage a d'abord émis son diagnostic, magistralement : l'économie française est en déclin et pour une raison très simple : nous ne travaillons pas assez.

Mais heureusement ce beau monde connaît les bons remèdes et Monsieur Michel Camdessus a eu l'amabilité de présenter à notre Ministre de l'économie un rapport dans lequel il préconise la série de mesures radicales qui sont nécessaires et suffisantes pour permettre à la France un "sursaut" dans la voie du salut, c'est-à-dire de retrouver LA sainte Croissance, en mettant fin à notre "déficit de travail".

Voici quelques unes de ces mesures :

Il faut d'abord supprimer, sans restriction, tous les dispositifs de retraite anticipée et permettre de cumuler une retraite et un emploi rémunéré. C'est évidemment en faisant travailler les vieux qu'on résoudra le problème du chômage des jeunes !

Le bonheur à notre porte !

Pour ces derniers, on veillera à leur proposer une "première expérience professionnelle", en même temps que leur formation. Recevant pareil cadeau, ils seraient mal venus d'en exiger, en plus, un vrai salaire.

Ensuite, sous prétexte "d'instaurer une protection des salariés plus juste et plus efficace", on découvre, curieusement, qu'il s'agit de supprimer les contrats à durée indéterminée, de faciliter les suppressions d'emplois pourvu qu'elles soient jugées indispensables (mais par qui ?), de réformer le code du travail (la réforme du rôle des inspecteurs du travail est déjà en chantier), de moduler les cotisations sociales payées par les employeurs suivant le nombre de leurs embauches et de leurs licenciements...

Il faut en plus s'en tenir sagement à une progression modérée du smic, car le coût du travail au niveau du salaire minimum est trop élevé (pour ceux qui le doivent, pas pour ceux qui le perçoivent, mais ce n'est pas précisé). Et puis veiller à améliorer l'accompagnement du retour à l'emploi (s'il y a des emplois acceptables, mais ce n'est pas non plus précisé).

Enfin il faut absolument flexibiliser la durée du travail et vite effacer les inconvénients de la semaine de 35 heures en lui trouvant des assouplissements... Mais en revanche, pas question de revenir sur les allègements de charges patronales (qui grèvent pourtant le budget de l'État, mais c'est un autre problème).

On voit que le passage au FMI laisse des marques indélébiles.

Et c'est sans doute par souci d'élégance que le rapport conclut en faisant allusion à la "participation des salariés" et évoque une certaine "retenue" de la part des dirigeants d'entreprise lorsqu'il s'agit de fixer leurs rémunérations...

Comme le Ministre à qui ce rapport a été remis sera bientôt président du Parti majoritaire en France, et qu'il a promis d'en faire son livre de chevet, la France, une fois de plus, va être sauvée. Surtout qu'en face, ceux qui préparent l'alternative du pouvoir pour 2007, n'ont encore rien trouvé de mieux que de dire oui à tout projet destiné à maintenir le même cap...